



ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°297/2021

OBJET : Neutralisation de 6 places de stationnement sur le parking de l'Espace Pierre Amoyal - le 8 novembre 2021 - 12 avenue de la République.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8 et R.417-1,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°040/2020 du Conseil municipal du 20 juillet 2020, donnant délégation de pouvoir au Maire,

Vu l'arrêté n° 280/2021 du 18 octobre 2021, donnant délégation de signature à Madame Quynh NGO, du 26 octobre au 31 octobre 2021,

Considérant la venue de l'Unité Equestre Départementale de la Police Nationale, le 8 novembre 2021

ARRÊTÉ

Article 1 : 6 places de stationnement seront neutralisées sur le parking de l'Espace Pierre Amoyal, 12 avenue de la République, le 8 novembre 2021.

Article 2 : Des barrières seront mises en place pour interdire tout stationnement.

Article 3 : Il sera procédé au retrait de tout véhicule gênant conformément à l'article R.417-1 du Code de la Route.

Article 4 : Les dispositions qui précèdent seront portées à la connaissance des usagers par des panneaux réglementaires de signalisation placés aux endroits appropriés, par les organisateurs de la manifestation.

Article 5 : Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le responsable de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Morangis, le 28 octobre 2021

Pour le Maire, par suppléance
L'adjointe au Maire,
Quynh NGO



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.